



COLLECTIVITES - ECOLE

Canicule à l'école : comment agir ?

Sommaire du brief

- Qu'est-ce que c'est ?
- Pourquoi c'est important ?
- Chiffres clés
- Comment se positionner ?
- FAQ

Auteur



Marion Fetet

Chercheuse – Collectivités, Finances locales,
Budget vert

Mis à jour le 11 septembre 2026

Publié le 11 septembre 2026

Temps de lecture : 6 – 7 min

Qu'est-ce que c'est ?

Cette année encore, des milliers d'écoles, collèges et lycées ont dû fermer leurs portes ou adapter leur mode de fonctionnement pendant les épisodes de fortes chaleurs de mai et de juin 2026. Ce n'est pas étonnant puisqu'à ce jour, peu de bâtiments scolaires sont adaptés aux fortes chaleurs. En effet, la majorité de ces bâtiments ont été construits sans prendre en compte l'évolution du climat futur. De plus, le parc scolaire est vieillissant : 80% des écoles primaires ont plus de 50 ans, et plus des trois quarts des collèges/lycées ont plus de 25 ans ([La Banque des territoires, 2025](#)).

Les établissements scolaires représentent 157 millions de m², soit la moitié du parc immobilier des collectivités. L'adaptation aux chaleurs et la rénovation des bâtiments seront donc des enjeux pour les Maires venant d'être élus en mars 2026 et pour le prochain gouvernement dans la construction de ses relations avec les collectivités.

Pourquoi c'est important ?

Les épisodes de fortes chaleurs sont, d'une part, de plus en plus précoces (l'alerte canicule a été déclenchée en mai pour la première fois en France) et plus tardifs, impactant aussi les rentrées des classes. D'autre part, ils vont être de plus en plus fréquents, plus longs et touchant l'ensemble du territoire métropolitain dans les années à venir. **Pour 2027 et le futur, il s'agit de sortir de l'urgence de la gestion de ces épisodes pour intégrer cette nouvelle normalité et ainsi, garantir une scolarité optimale aux élèves.**

La question de la surchauffe ne doit pas éluder les autres défis auxquels doivent faire face nos écoles et collèges/lycées. Le parc scolaire, vieillissant, surconsomme de l'énergie en hiver pour chauffer les salles de classe. Cela fait des écoles le premier poste de consommation énergétique pour les communes ([ADEME, 2019](#)) **alourdissant la facture énergétique des collectivités, et ce dans un contexte de prix des énergies fossiles élevé.** Réaliser de tels travaux énergétiques permet à la fois de diminuer les consommations énergétiques des collectivités et l'importation d'énergies fossiles. Ainsi, **cela favoriserait l'indépendance énergétique de la France.** Enfin, pour atteindre la décarbonation du secteur du bâtiment visé par la stratégie de la France, rénover énergétiquement le parc scolaire est nécessaire de par sa taille et ses consommations.

Il est donc impératif d'agir sur ces bâtiments, à la fois pour réduire les factures de chauffage en hiver, atteindre nos objectifs de neutralité carbone, et pour continuer à pouvoir donner cours en cas de températures élevées. Restent à déterminer comment, à quel rythme et avec quels moyens ?

Quelles sont les dernières décisions prises par le Gouvernement sur le sujet ?

Fin juin 2026, le Gouvernement a annoncé un plan urgence canicule pour l'adaptation des écoles. Ce plan présentait 2 volets portés par ACTEE et la Banque des territoires :

Un volet urgence de 20 M€ pour traiter les 2 500 établissements les plus en difficulté afin de réaliser un diagnostic et des petits travaux (pouvant aller jusqu'à 10 000€ par établissement), avec la participation d'ACTEE, la Banque des territoires,

- Un volet prévention de 40 M€ afin de réaliser des diagnostics dans 10 000 établissements.
- Un troisième volet financé par EDF de 80M€ propose des aides pour l'achat d'équipements et pour des projets de végétalisation (jusqu'à 10 000€ par établissement).

Cependant, ce plan est aujourd'hui recentré sur le volet urgence et uniquement sur la partie diagnostic. Ainsi, 16 M€ restants sont fléchés sur les 2 500 écoles les plus en souffrance.

Par ailleurs, concernant la rénovation énergétique des établissements scolaires, le Fonds vert propose des subventions mais a été largement raboté ces dernières années (80 M€ ont été dédiés à la rénovation énergétique des établissements scolaires en 2025 contre 378 M€ en 2024 et 389 M€ en 2023).

Chiffres clés

11,3 millions

d'élèves concernés

~50 000

établissements

1er

poste de consommation
énergétique pour les communes

816 €/m²

les coûts des travaux
énergétiques avec confort d'été

Comment se positionner ?

D'abord, sortir de l'urgence : préparer les établissements scolaires aux fortes chaleurs

Hiérarchiser les solutions à mettre en place

En premier lieu, il faut privilégier des solutions pour « protéger, aérer, ventiler » les bâtiments. Ces solutions comme les protections solaires sur les fenêtres, la ventilation nocturne ou les brasseurs d'air au plafond, sont simples et ne demandent pas de gros travaux.

L'école Concorde à Barberaz (Savoie) a organisé à la fin de l'année scolaire 2026 l'aération des locaux le soir entre élus et parents d'élèves. Par ailleurs, pour 13 000 €, en installant notamment des protections solaires (brises soleil en bois à l'extérieur) et des ventilateurs, cette école a moins souffert de la canicule que l'an passé : 27°C au lieu des 31,5°C un an plus tôt.

Depuis 2021, la Ville de Lyon met en œuvre un « plan canicule », spécifiquement dédié à l'adaptation des écoles aux fortes chaleurs. Les actions engagées reposent sur des mesures simples — telles que l'installation de protections solaires ou de brasseurs d'air — pour un montant total de 3,3 M€ pour 90 écoles élémentaires et maternelles sur la période 2021-2026, soit un coût moyen d'environ 40 000 € par établissement.

Installer ces solutions nécessite néanmoins pour les collectivités de mobiliser des agents pour installer ces équipements, ce qui peut être limitant. Certaines de ces solutions présupposent aussi d'instituer de nouvelles habitudes dans le quotidien de la vie scolaire, par exemple en organisant la fermeture des volets au moment adéquat pour éviter la surchauffe des salles de classe. La formation des équipes pédagogiques à ces gestes est donc nécessaire (Sonia Vermeulen Steyaert, The Conversation, 2026).

Équiper les écoles en climatisation ne peut être l'unique réponse

Une proposition souvent entendue est de vouloir équiper l'ensemble des écoles en climatisation. Si cette solution peut paraître simple et rapide à mettre en œuvre, et pourrait devenir incontournable dans certaines zones climatiques du Sud de la France ([I4CE, 2024](#)), il convient néanmoins de l'interroger au regard des effets négatifs qu'elle génère : des dépenses énergétiques nouvelles pour la collectivité, un rejet de chaleur qui contribue à réchauffer l'air extérieur en ville, consommation électrique additionnelle pour le réseau, émissions additionnelles de gaz à effet de serre et dépendance à une solution unique. [Lire le brief climatisation pour plus de détails.](#)

Au niveau national, des décisions à prendre sur l'organisation scolaire lors des épisodes de fortes chaleurs

Des mesures d'ordre organisationnel doivent également être prises au niveau national pour la gestion des chaleurs à l'école. Cela a été le cas par exemple en [Conseil des Ministres le 31 août](#) sur le choix de la date des examens de 2027 : les épreuves se tiendront uniquement le matin afin d'éviter les températures élevées de l'après-midi. D'autres décisions comme le choix d'un critère de température maximal impliquant la fermeture des établissements pourraient être prises au niveau national.

Mais aussi, penser l'avenir : intégrer la rénovation énergétique pour les écoles

Embarquer systématiquement les travaux énergétiques dans tout projet de rénovation

Dans les prochaines années, bon nombre de bâtiments scolaires devront être rénovés en raison de leur vétusté : toitures à étanchéifier, façades fissurées à ravalier ou systèmes de chauffage en fin de vie à remplacer. **Une erreur serait de rénover sans intégrer les travaux de performance énergétique**, comme l'isolation des murs et des toitures, ou encore le choix d'un système de chauffage bas-carbone performant.

C'est pourquoi il ne faut pas comparer les économies sur les factures énergétiques aux investissements totaux engagés dans le projet de rénovation, mais aux investissements spécifiques à la performance énergétique du bâtiment ([DRIEAT Ile-de-France, 2018](#)).

Systématiser l'intégration de travaux énergétiques performants contribue à réduire la facture énergétique des collectivités. D'après la Banque des territoires, les rénovations énergétiques réalisées sur les bâtiments scolaires à ce jour permettraient d'économiser 130 M€ en 2030, soit une économie de 10% des dépenses énergétiques projetées à la même période.

Combien ça coûte ?

Le [plan de rénovation des écoles](#) lancé en 2023 par le Gouvernement Macron II vise à rénover 40 000 écoles en 10 ans. Pour atteindre cet objectif, le nombre de rénovation doit donc s'accélérer et passer de 2 600 à 3 700 écoles rénovées chaque année. **Rénover tant d'écoles à ce rythme à un niveau « bâtiment basse consommation » (BBC) tout en intégrant le confort d'été reviendrait à investir environ 4 Mds € par an d'argent public.** Ce coût est un minima car il n'inclut ni les travaux hors énergie (par exemple, remise aux normes, modification des cloisons, embellissement, etc.), ni la végétalisation des cours d'école. Il n'inclut pas non plus la rénovation des collèges et lycées.

Apporter de la visibilité dans les financements nationaux

Pour toutes ces actions d'adaptation et de rénovation, ce sont aux collectivités de planifier et budgéter les travaux de rénovation à réaliser. Certaines disposent déjà de plans pluriannuels d'investissement, où elles peuvent intégrer ces travaux de rénovation. I4CE, avec des collectivités, a proposé une méthode pour quantifier les investissements requis sur la rénovation énergétique des bâtiments.

Rénover une école en embarquant les travaux énergétiques et le confort d'été coûte en moyenne 2,6 M€ et peut varier fortement d'une école à l'autre. **Pour inscrire de tels montants à leur budget, les collectivités ont besoin de visibilité sur les financements qu'elles percevront au cours de leur mandat. Sans cette vision globale de quelle enveloppe budgétaire disponible, il est fort à parier que les élus locaux ralentissent leurs investissements ou diminuent l'ambition de leurs projets, de peur de ne pas trouver les recettes nécessaires.** Sans compter que les collectivités font face à de multiples enjeux sur la transition climatique nécessitant d'accélérer leurs investissements pour le climat (I4CE, 2024). **Viser des rénovations des écoles ambitieuses et à grande échelle, et plus généralement la transition climatique, demande de s'assurer de financements pérennes et prévisibles pour les collectivités afin d'éviter le « stop-and-go » des offres financières risquant de casser une dynamique encore faible par rapport aux enjeux.**

Pour s'assurer de l'efficacité de l'argent public, encore faut-il identifier les écoles à rénover en priorité. Les 2 500 écoles prioritaires identifiées dans le plan canicule ne prennent pas en compte à ce jour les autres enjeux comme les consommations énergétiques. **Pour prioriser les chantiers, les pouvoirs publics peuvent adosser l'octroi des aides sur une grille d'analyse composée de trois principaux critères.** Le premier correspond à la probabilité de maintenir un service scolaire dans les établissements, selon les évolutions démographiques du territoire. Il est en effet inutile de rénover une école si elle a vocation à fermer en raison du faible nombre d'élèves. Le deuxième au volume de consommations d'énergies, en particulier d'énergies fossiles, pour que les premières rénovations génèrent à la fois très vite des économies d'énergies et des réductions d'émissions de gaz à effet de serre. Le troisième à l'exposition aux vagues de chaleur et aux nombres de degrés-heures du bâtiment pendant l'accueil scolaire.